

Macron, Napoléon des temps modernes ?

☒



Nouvelle

Michel CANAL

Ebook gratuit Edition999 - Tous droits réservés

Cet ebook a été mis en ligne par [Edition999](#)

© Michel CANAL, 2018

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

Préambule

Cet écrit a pour objectif de développer, plus longuement, le thème traité succinctement dans le cadre du concours de nouvelles organisé par monBestSeller (avec un nombre maximum imposé de caractères) : « *Sous les pavés, quelle plage ?* ».

En cette année de cinquantième anniversaire, assistera-t-on à un « Bis repetita de Mai 68 » en mai 2018, ou seulement à sa parodie ?

Le Président Jupitérien Emmanuel Macron, « *Napoléon des temps modernes* » et son gouvernement pourront-ils mener les réformes engagées à leur terme ? Ou devront-ils renoncer si les forces d'opposition de la gauche parviennent, dans une convergence des luttes et des mécontentements, à mobiliser une marée populaire dont l'ampleur pourrait paralyser l'économie du pays ?

*

L'évolution d'un mouvement étudiant début 1968 à la faculté de Nanterre, avec l'émergence de groupes d'extrême gauche prônant la révolte contre l'institution universitaire considérée comme un rouage de la société capitaliste, avait donné lieu, en mai, à une insurrection généralisée. A la fois universitaire, sociale et politique, elle avait mis le pouvoir exécutif en péril. C'est par un regain d'autorité conforme à son personnage que le général de Gaulle rétablit la situation.

L'objectif des attentes de la société fut cependant atteint : les événements de « Mai 68 » s'avérèrent être un formidable accélérateur de mutations sociales et sociétales.

Cinquante ans plus tard, un mouvement de contestation étudiant est à l'oeuvre depuis le mois de février, occupant des sites universitaires, empêchant la tenue des cours et des examens, des groupuscules anarchistes « s'invitent » dans les manifestations pour « casser du flic » et s'en prendre aux symboles du capitalisme. Les conditions pour une insurrection de même ampleur semblent réunies, tant l'accumulation de mouvements sociaux simultanés est spectaculaire.

Les faits donneront-ils raison à ce qu'écrivit Thucydide (Grec Athénien, historien et homme politique - 460-400 av. J.C.) : « *L'histoire est un perpétuel recommencement* », dans l'Histoire de la guerre du Péloponnèse ?

Si en mai 68, on pouvait lire : « *Sous les pavés, la plage !* », on peut en mai 2018, formuler le même slogan sous forme d'interrogation : « *Sous les pavés, quelle plage ?* »

Assistera-t-on à un « **Bis repetita de Mai 68** » en mai 2018, ou seulement à sa parodie ?

Le contexte de mai 2018 est-il comparable à celui de 1968 ?

Le contexte de Mai 68 vu par un témoin baby boomer

En mai 1968 Michel, citoyen « lambda », fut surpris par la déferlante insurrectionnelle, et témoin des effets de la grève générale, dont la conséquence la plus visible fut la pénurie de carburant.

Eduqué avec la notion de civisme impliquant l'obéissance et le respect dus — naturellement — aux personnes dépositaires de l'autorité, son quotidien avait été celui d'un jeune d'une petite ville de province qui goûtait à la paix retrouvée, à la stabilité politique, aux fruits de l'expansion économique, à l'amélioration progressive du niveau de vie, prémices de la « société de consommation ».

Michel admettait comme allant de soi qu'il y ait et qu'il y aurait toujours des riches et des moins riches, que tous les jeunes n'ont pas vocation à faire des études supérieures, que ceux qui n'en ont pas les moyens ou l'aptitude s'orientent vers l'enseignement technique ou se résignent à l'apprentissage d'un métier manuel, qu'il appartient à chacun de s'affirmer par le travail et ses capacités.

Quelle fut sa perception des évènements ?

Il était élève dans une école militaire du sud de la France lorsque **le 3 mai**, les informations diffusées par les ondes radio annoncèrent qu'une intervention policière musclée avait évacué la Sorbonne, où s'étaient repliés des centaines d'étudiants contestataires. Dès lors, la gravité de la situation insurrectionnelle fut suivie au jour le jour. Michel s'octroyait (dans l'anonymat) un bain de foule en ville entre la fin des cours et l'heure du dîner, pour prendre le pouls et informer ses camarades.

Les manifestations, de pure forme et pacifistes à Montpellier — au retour de la plage —, ne ressemblaient en rien aux violences de la capitale, dont les scènes de guerre civile s'apparentaient aux émeutes du XIXe siècle qui avaient contraint deux rois à abdiquer et à s'exiler.

Dès le 13 mai, la plus grande grève générale de la Ve République mobilisait un million de manifestants à Paris, dix millions de salariés du public et du privé occupaient les sites, bloquant l'économie du pays.

Le 24 mai, le général de Gaulle s'adressa au pays par une allocution radiodiffusée (la télévision étant en grève) annoncée depuis plusieurs jours. Il présenta les événements universitaires puis sociaux en cours, comme l'expression d'une mutation de société nécessitant de profondes réformes. Pour les mener à bien, notamment celle de l'Université, il demanda aux Français de lui confier un mandat par voie de référendum, dont le résultat déciderait de son maintien au pouvoir, ou de son départ.

Le 27 mai, le Premier ministre (Georges Pompidou) crut bon de négocier avec les syndicats (entretiens de Grenelle). Les promesses d'avancées sociales furent rejetées par la base.

Le 28 mai, l'opposition, par la voix de François Mitterrand, président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, alla jusqu'à réclamer le départ du général de Gaulle, proposant, en attendant l'élection d'un nouveau président (lui-même se portant candidat), la constitution d'un gouvernement provisoire sous la présidence de Pierre Mendès France. Le parti communiste, quant à lui, préconisait la formation d'un gouvernement populaire.

Nous sûmes que **le 30**, le général de Gaulle avait réuni le Conseil des ministres et qu'il s'adresserait au pays à 16 heures 30 (pour permettre à la manifestation organisée par la majorité silencieuse qui lui était favorable de se dérouler).

A 16 heures 30, toute la classe était regroupée avec le professeur autour d'un poste radio à transistors pour écouter l'allocution radiodiffusée du général de Gaulle qui, sur un ton de commandement accueilli comme — l'autorité du chef enfin effective —, rappelait qu'il était le détenteur de la légitimité nationale, rejetait les demandes de l'opposition concernant sa démission et la révocation du Premier ministre, annonçait la dissolution de l'Assemblée nationale élue en mars 1967.

Quelques passages permettaient de retrouver la stature de l'homme de l'appel du 18 juin 1940 :

« (...) étant le détenteur de la légitimité nationale et républicaine, j'ai envisagé, depuis vingt quatre heures, toutes les éventualités, sans

exception, qui me permettraient de la maintenir. (...) Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple, je le remplirai. Je ne changerai pas le Premier ministre (...) Il me proposera les changements qui lui paraîtront utiles dans la composition du gouvernement. Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale. » ;

« (...) à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier en l'empêchant de s'exprimer en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler. Ces moyens, ce sont l'intimidation, l'intoxication et la tyrannie exercés par des groupes organisés (...) et par un parti qui est une entreprise totalitaire, même s'il a déjà des rivaux à cet égard. » ;

« (...) La France, en effet, est menacée de dictature. » ;

« (...) Et bien non, la République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira. Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté. »

L'appel à l'action civique pour aider le gouvernement fut entendu. A l'appel des fidèles du Général et des organisations qui le soutenaient, plusieurs centaines de milliers de personnes défilèrent sur les Champs-Élysées dès la fin de son allocution, marquant la reconquête de la rue par les gaullistes.

Quel regard porte-t-il aujourd'hui ?

Aujourd'hui bon connaisseur de l'Histoire de son pays, Michel peut se livrer à une analyse plus pertinente.

En 1968, la paix retrouvée, le pays s'était reconstruit, modernisé. Les effets du cercle vertueux des « **Trente glorieuses** » se ressentaient dans la santé économique et financière, le développement industriel, le plein emploi, l'émergence d'une classe moyenne.

La France connaissait une croissance industrielle moyenne de 5,3% par an depuis 1949 (qui se poursuivra jusqu'en 1974), facilitée par un accès à l'énergie à bas coût et le rattrapage technologique.

Durant la période de reconstruction, le temps n'avait pas été aux constructions pharaoniques, mais aux initiatives pour préparer l'avenir :

- le plus grand télescope d'Europe occidentale fut inauguré en 1958 à Saint-Michel-de-Provence ;
- le paquebot France fit sa première traversée de l'Atlantique en 1960 ;
- le tunnel du Mont-Blanc (11,6 km entre Chamonix et Courmayeur en Italie) fut achevé en 1965 ;
- si 1969 fut « l'année aéronautique » avec le premier vol expérimental de l'avion supersonique franco-britannique Concorde et la mise en place du programme spatial français, leur phase d'étude était bien antérieure.

Les comptes publics étaient excédentaires ou proches de l'équilibre (ils le seront jusqu'en 1974).

Le chômage était une notion quasiment inconnue en situation de plein emploi.

Les Trente Glorieuses avaient permis le développement d'un groupe social nouveau : les classes moyennes. La raison ? Après la Seconde Guerre mondiale, l'exode rural s'était accéléré, entraînant l'arrivée en ville de milliers de jeunes adultes grossissant les rangs de la population urbaine, de laquelle émergeaient les classes moyennes.

Cependant, le pays était resté profondément arriéré au niveau des mœurs. Les conditions de travail des ouvriers étaient difficiles, et les travailleurs n'étaient pas reconnus à leur juste valeur. Dans un contexte social dominé par le patriarcat, les femmes n'étaient pas réellement considérées comme des citoyennes, mais vues simplement comme des ménagères, des épouses et des mères. Celles qui travaillaient occupaient des fonctions peu importantes, et leur salaire était, à travail égal, inférieur à celui d'un homme (1/3 de moins environ). Les jeunes avaient une place très limitée au sein de la société. Seulement une minorité se destinait à des études universitaires.

Le besoin de changement, contestant les valeurs et structures d'une société qui avait peu évolué depuis le XIXe siècle, émanait de la base, laquelle souhaitait d'autres rapports sociaux dans l'entreprise, à l'université et dans la famille.

Les ouvriers, exclus de la prospérité et payés au SMIG, informés que la crise était internationale, ont été encouragés par leurs syndicats à revendiquer, à se regrouper pour l'organisation de grands mouvements de grèves.

Dans le sillage de la révolte des étudiants, les jeunes ont montré leur désir de s'affirmer en tant que catégorie socio-culturelle à part entière. Lassés de la chape moraliste qui pesait sur les rapports sociaux et sur la sexualité, ils ont réclamé plus de liberté, la fête, le plaisir. Les slogans, certains plus poétiques que politiques, illustraient ce besoin de liberté : « *Faites l'amour, pas la guerre* » ; « *Il est interdit d'interdire* » ; « *Vivre sans temps morts, jouir sans entraves* »...

Le pays était dirigé par un chef de l'Etat à la stature incontestée, mais âgé (78 ans), pur représentant de l'éducation rigide ancrée dans le XIXe siècle. Ses partisans avaient manigancé son retour en 1958, en pleine guerre d'Algérie, pour « sauver », une fois encore, la France en péril. Il avait accepté son retour comme Président du Conseil avec mandat de préparer un projet de Constitution mettant fin au régime des partis. Le projet fut approuvé par référendum le 28 septembre 1958 avec 79,25 % de « Oui ». La Cinquième République succédait, le 4 octobre 1958, à la Quatrième instaurée en 1946.

Sa vision du pouvoir — un chef directement approuvé par la Nation —, le fit réélire en 1965, cette fois au suffrage universel direct. Son style de gouvernance, trop personnel (on parlerait aujourd'hui de « Verticalité » ou de « Jupitérien »), l'opposait aux partis communiste et socialiste, et à un degré moindre aux centristes pro-européens.

Il surmonta la crise de Mai 68, son pouvoir renforcé par une écrasante majorité aux élections législatives faisant suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, mais il démissionna en 1969, un nouveau référendum par lequel il engageait son mandat sur la réforme du Sénat et la régionalisation donnant la victoire au « Non ».

Son équipe ministérielle, constituée de « Barons », politiciens interchangeable, n'avait pas perçu les aspirations de la société, puis n'avait

pas apprécié la détermination des mouvements de contestation, enfin n'avait pas eu le courage de prendre les mesures anti-insurrectionnelles appropriées. Le premier d'entre eux en désaccord avec le président sur la méthode, avait cédé au mirage de l'apaisement, sans garantie ni contrepartie.

En 2018, le pays est en guerre sur son propre territoire, depuis plusieurs années, contre le terrorisme islamiste. La société française a connu une véritable révolution des moeurs, s'est affranchie jusqu'à l'excès de la chape moraliste qui pesait sur les rapports sociaux et sur la sexualité, avec comme point d'orgue le mariage pour tous.

A l'opposé du cercle vertueux des Trente glorieuses dans lequel évoluait la France de 1968, se sont substitués :

— un endettement chronique (2218,4 milliards d'euros fin mars, soit 97% du PIB) ;

— l'effondrement de la production industrielle (accélééré par la mondialisation délocalisatrice et la révolution numérique) ;

— un chômage exponentiel depuis plusieurs décennies (6,27 millions de demandeurs d'emploi fin janvier ; ils étaient 400 000 en 1974, et François Mitterrand faisait une priorité en 1981 de ne pas passer la barre des 2 millions) ;

— une fiscalité écrasante et démotivante (35% au début des années 70 ; 45,3% en novembre 2017).

Les Français ne sont pas plus heureux en 2018 qu'ils ne l'étaient en 1968. Blasés en 1968 et soucieux de vouloir jouir sans entraves d'une vie prometteuse, ils sont en 2018, inquiets pour leur avenir incertain. La cherté de vie fragilise le budget de millions de ménages. La précarité de l'emploi, pour ceux qui ont la chance d'en avoir un, accroît l'incertitude du lendemain. La classe moyenne a beaucoup perdu de son pouvoir d'achat.

Les Français ont perdu la confiance en leurs gouvernants, toutes majorités au pouvoir confondues, jusque-là incapables de redresser la situation.

Le pays est dirigé par un Président jeune (le plus jeune de toutes les Républiques), élu le 7 mai 2017 sur un programme réformateur. Malgré sa jeunesse, il a su d'emblée redonner de la hauteur à la fonction présidentielle (telle que l'incarnaient ses prédécesseurs de la Ve République avant 2007), et augurer du retour de l'autorité de l'Etat.

Son équipe gouvernementale est composée d'experts dans leur domaine de compétences. L'exécutif a le soutien, à l'Assemblée nationale, d'un parti majoritaire au nom évocateur « La République en marche ».

Il fallait l'avènement d'un surhomme pour inverser la situation d'un pays en guerre, pris dans une spirale infernale d'endettement, de chômage et d'institutions en grande difficulté de moyens de fonctionnement.

Le brillantissime, visionnaire et très jeune candidat à la présidence, Emmanuel Macron, ni de droite, ni de gauche, portait cette capacité. Signe des temps, le meneur trublion de Mai 68, Daniel Cohn Bendit, l'a soutenu lors de la campagne présidentielle.

Rompant avec l'inertie, les échecs ou les demi-mesures de ses prédécesseurs, il a montré sa détermination à réformer au pas de charge, quitte à passer en force.

« Nous avons immensément à faire parce que notre pays doit reconstruire les cinquante prochaines années de progrès ».

Dans notre histoire récente, un seul gouvernant avait agi avec autant de clairvoyance et de célérité : **Napoléon Bonaparte**. Dès le début du Consulat, il avait réformé l'éducation, la justice, la finance et le système administratif.

Certaines dispositions prises sous son autorité sont encore en vigueur (Conseil d'État, Sénat, Banque de France, Corps préfectoral, lycées, légion d'honneur, Chambres de commerce, Code civil, Conseils de prud'hommes, Cour des Comptes, baccalauréat, Code pénal...).

Marchant sur ses pas, notre Président, — lui aussi — « Jupitérien » et adepte de la « verticalité du pouvoir », Napoléon des temps modernes, a en

un an déjà réalisé ou mis en chantier une trentaine de réformes majeures dans tous les domaines : Code du travail, assurance chômage, hausse de la CSG, cotisations sociales, Justice, moralisation de la vie politique, ISF, accès à l'université, SNCF, réduction du nombre de parlementaires et des mandats consécutifs, immigration... La liste est si longue et le rythme si rapide que les Français ont du mal à avoir une vue d'ensemble de l'action du pouvoir.

Le programme de travail que s'était fixé le Gouvernement à l'été 2017 prévoyait six réformes sociales dans les dix-huit premiers mois du quinquennat, pour rénover le modèle social.

La première, celle sur le Droit du travail, a été faite par ordonnances, finalisée en septembre, applicable dès janvier 2018.

Malgré l'urgente nécessité des réformes entreprises pour remettre la France en ordre de marche, il eût été improbable qu'il n'y eût pas de contestations d'éternels opposants au changement et au mode de gouvernance de ce Président « Jupitérien ».

Deux réformes en particulier ont fait le lit d'une contestation aux répercussions fâcheuses :

— **La loi « Orientation et réussite des étudiants »** (ORE), adoptée par le Parlement le 15 février 2018. Une minorité d'étudiants a occupé et vandalisé plusieurs sites universitaires durant plusieurs semaines, empêchant la tenue des cours. Ils bloquent encore (soutenus par des non-étudiants) l'accès de certains sites d'examens pour en empêcher la tenue.

— **L'avenir du réseau ferroviaire** (adoptée par l'Assemblée mais pas encore discutée au Sénat), plus particulièrement la fin progressive du statut des cheminots. Les cheminots ont établi un calendrier de grèves perlées, commencées début avril et qui devraient durer jusqu'en juin. Prenant en otages des millions d'usagers, elles sont très coûteuses pour la SNCF, impactent le tourisme, l'industrie et le commerce.

Les syndicats de cheminots imaginaient faire plier le Premier ministre, Édouard Philippe. Mais ce dernier est déterminé, le projet ayant été adopté par les députés à une écrasante majorité, à le mener à bien :

« (...) nous ne reviendrons pas sur l'ouverture à la concurrence, nous ne reviendrons pas sur la réorganisation de l'entreprise, nous ne reviendrons pas sur la fin du recrutement au statut. La seule porte ouverte est celle, tout aussi explosive, de la reprise par l'État des quelque 50 milliards de dette de la SNCF. Une discussion qui ne se fera pas qu'avec les organisations syndicales qui ne sont pas propriétaires de la dette. Les Français étant aussi directement intéressés, cette question sera donc également discutée avec les associations d'usagers, la direction de la SNCF et le Parlement ».

En s'engageant dans la voie d'une grève intermittente sur plusieurs mois (deux jours de grève, trois jours de travail jusqu'à fin juin), les syndicats de cheminots ont peut-être commis une erreur stratégique.

Que sera mai 2018 ?

En cette année de cinquantième anniversaire de « Mai 68 », la tentation est grande, pour les syndicats d'opposition en perte de représentativité (la CGT en particulier), et pour le candidat malheureux à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon, de se positionner en leaders de la contestation.

Leur moyen est la surenchère pour appuyer les mouvements sociaux (les mécontentements montent et les mobilisations se multiplient depuis le début de l'année : surveillants de prison, fonctionnaires, cheminots, retraités, salariés des EHPAD, de Carrefour, personnel d'Air France...), et essayer de les fédérer dans un vaste mouvement de convergence des luttes qui, s'il parvenait à bloquer l'économie du pays par une grève générale (comme en 1968), pourrait — c'est en tout cas l'objectif envisagé —, obliger le Gouvernement à renoncer.

Convergence des luttes ou divergence des mécontentements ? Objectif utopique ?

Le 1er mai, la journée traditionnelle, test grandeur nature, a été marquée par la dispersion. Malgré l'appel de la CGT à un 1er mai unitaire, les syndicats ont défilé globalement en ordre dispersé.

Le 5 mai, plus politique, la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon a appelé à une grande manifestation nationale, baptisée « La Fête à Macron ». Elle devait permettre, à une date de mobilisation en week-end, la présence de plusieurs dizaines de milliers de personnes pour soutenir le mouvement des cheminots. Là encore, la convergence syndicale et politique n'a pas eu lieu ; la CGT et FO ont refusé de participer à la marche, ainsi que le premier secrétaire du PS Olivier Faure, qui a dit ne pas vouloir donner le sentiment d'être là pour récupérer un mouvement qui n'est pas le sien.

Le 22 mai, les neuf fédérations de la fonction publique (représentant les 5,7 millions d'agents publics), ont appelé à une nouvelle journée de grève nationale. Ils manifesteront avec l'appui des cheminots pour défendre un service public qu'ils estiment « attaqué » par les réformes voulues par le Gouvernement. L'unité syndicale se veut de mise pour cette troisième mobilisation.

La mobilisation devrait sans doute impacter les cantines scolaires et les activités périscolaires assurées par des agents municipaux, mais aussi des secteurs comme les crèches, Pôle Emploi, l'énergie, la santé, France Télévisions. La coordination nationale infirmière, le syndicat des médecins inspecteurs de la santé publique, le syndicat des professionnels infirmiers ont déposé leur préavis de grève.

Les salariés de France Télévisions sont appelés à se joindre au mouvement, et les agents des Finances Publiques, déjà mobilisés depuis plusieurs semaines, prévoient de continuer leur protestation.

Les policiers pourraient aussi être dans la rue, Alliance police nationale ayant appelé ses adhérents — mais aussi l'ensemble des policiers — à manifester pour : « *démontrer qu'il est hors de question de brader (leur) statut particulier* ».

Le 26 mai, une marée populaire dans toute la France ?

Une mobilisation de “la gauche de la gauche” contre Emmanuel Macron, regroupant plusieurs organisations syndicales, politiques et associatives (une quinzaine dont la CGT, l'Union syndicale Solidaires, Attac, La France Insoumise, le NPA, le PCF...) a lancé un appel commun à manifester le samedi 26 mai dans toute la France pour : « *l'égalité, la*

justice sociale et la solidarité ». Son objectif est d'obtenir une marée populaire.

Cette marée populaire empêchera-t-elle « Jupiter », notre « Napoléon des temps modernes », de moderniser la France pour les cinquante ans à venir ?

Stratégie de communication pour l'exécutif ?

La première semaine de mai, bien qu'agitée, n'a pas semblé inquiéter le pouvoir :

— Emmanuel Macron était en voyage en Australie puis en Nouvelle-Calédonie.

— Le Premier ministre se rendait dans le Cher pour y rencontrer des acteurs de l'économie et de la santé ainsi que des élus locaux. Le 7 mai, il recevait les responsables syndicaux à Matignon.

— Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, estimait que : « *les Français en ont assez de ceux qui sont contre tout* ». C'est un fait que presque deux Français sur trois (62% exactement) souhaitent désormais que le Gouvernement aille jusqu'au bout des réformes en cours, en particulier à la SNCF.

— Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, ne semble pas déterminé outre mesure à utiliser la force publique pour débloquer les centres d'examens des étudiants.

Comprenne qui pourra :

Mai 1968 : pas de chômeurs, pas de dette, l'insurrection pour exiger des réformes.

C'était : « *Sous les pavés, la plage !* »

Mai 2018 : plus de 6 millions de chômeurs ; plus de 2.000 milliards d'euros de dettes ; les libertés d'un pays démocratique ; l'appel à l'insurrection pour s'opposer à des réformes salutaires initiées par le Gouvernement.

C'est, pour l'heure : « *Sous les pavés, quelle plage ?* »

Ainsi va la France, ce pays dit irréformable !

Scandera-t-on, après la victoire ou l'échec de l'appel à la marée populaire du 26 mai :

« *Mélenchon, tu te montes le bourrichon !* »

ou

« *Macron, reprends ton baluchon !* » ?

L'Histoire retiendra-t-elle que Emmanuel Macron, le plus jeune Président, élu en 2017, fut pour la France :

— Le « *Napoléon des temps modernes ?* »

— Le seul qui réussit, dans un pays réputé pour être irréformable, à faire passer des réformes structurelles nécessaires et importantes, contribuant à moderniser le pays pour les décennies à venir ?

* *

Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.



Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

[Donner votre avis](#)



Les auteurs comptent sur vous



Macron, Napoléon des temps
modernes ?



Nouvelle

Michel CANAL

Ebook gratuit Edition999- Tous droits réservés

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.



Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

[Donner votre avis](#)



Les auteurs comptent sur vous